Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Roger Robitaille, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Bruno-de-Montarville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021.

Signature _____ Date 12 avril 2022

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021 et les états consolidés des résultats, de la variation de la dette nette et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville au 31 décembre 2021, ainsi que des résultats consolidés de ses activités, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

Le 12 avril 2022
Brossard, Québec

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. [1]
[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
				Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	63 171 600	64 780 034	61 824 063
Compensations tenant lieu de taxes	2	809 800	788 559	788 871
Quotes-parts	3	105 063	(16 221)	(19 394)
Transferts	4	1 452 100	5 578 759	3 957 210
Services rendus	5	3 295 500	2 213 900	2 149 019
Imposition de droits	6	4 145 000	11 768 352	5 155 489
Amendes et pénalités	7	505 000	507 221	497 446
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	664 800	734 709	790 649
Autres revenus	10	14 300	2 117 051	1 106 668
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	74 163 163	88 472 364	76 250 021
Charges				
Administration générale	14	13 676 155	14 583 947	13 596 489
Sécurité publique	15	13 675 782	13 628 189	12 892 330
Transport	16	12 582 950	16 449 521	15 652 782
Hygiène du milieu	17	9 561 261	11 015 935	10 281 019
Santé et bien-être	18	70 600	69 802	54 085
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 999 097	2 479 760	1 805 191
Loisirs et culture	20	14 067 818	13 743 166	12 438 861
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 844 600	1 879 527	2 019 579
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	67 478 263	73 849 847	68 740 336
Excédent (déficit) de l'exercice	25	6 684 900	14 622 517	7 509 685
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		124 436 770	112 227 550
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			4 699 535
Solde redressé	28		124 436 770	116 927 085
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		139 059 287	124 436 770

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	52 329 730	43 102 152
Débiteurs (note 5)	2	21 063 567	13 224 906
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	303 407	314 587
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	73 696 704	56 641 645
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 356 806	9 641 582
Revenus reportés (note 12)	12	2 361 442	1 956 329
Dette à long terme (note 13)	13	74 269 894	69 892 556
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 645 000	1 324 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	90 633 142	82 814 467
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(16 936 438)	(26 172 822)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	154 756 691	149 225 068
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	414 026	670 744
Stocks de fournitures	20	540 085	514 375
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	284 923	199 405
	23	155 995 725	150 609 592
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	139 059 287	124 436 770

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Budget	Réalisations	
		2021	2021	2020
				Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 684 900	14 622 517	7 509 685
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(98 000)	(14 175 258)	(8 184 365)
Produit de cession	3		49 979	4 402
Amortissement	4		8 617 247	8 297 559
(Gain) perte sur cession	5		(23 591)	3 618
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(98 000)	(5 531 623)	121 214
Variation des propriétés destinées à la revente	9		256 718	(235 859)
Variation des stocks de fournitures	10		(25 710)	23 241
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(85 518)	9 252
	13		145 490	(203 366)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	6 586 900	9 236 384	7 427 533
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(26 172 822)	(38 299 890)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			4 699 535
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(26 172 822)	(33 600 355)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(16 936 438)	(26 172 822)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	14 622 517	7 509 685
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	8 617 247	8 297 559
Autres			
▪ Réduction valeur placements	3	92 953	77 657
▪ (Gain) perte cession d'immos	4	(23 591)	3 618
	5	23 309 126	15 888 519
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(7 838 661)	894 152
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	2 715 224	1 284 254
Revenus reportés	9	405 113	(200 188)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	321 000	303 000
Propriétés destinées à la revente	11	256 718	(235 859)
Stocks de fournitures	12	(25 710)	23 241
Autres actifs non financiers	13	(85 518)	9 252
	14	19 057 292	17 966 371
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(14 175 258)	(8 184 365)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	49 979	4 402
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(14 125 279)	(8 179 963)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(110 993)	(28 027)
Remboursement ou cession	21	29 220	40 432
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	( )	( )
Cession	23		
	24	(81 773)	12 405
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	15 876 000	13 453 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(11 476 656)	(14 726 760)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(22 006)	26 421
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	4 377 338	(1 247 339)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	9 227 578	8 551 474
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	43 102 152	34 550 678
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	43 102 152	34 550 678
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	52 329 730	43 102 152

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (la « Ville ») est un organisme municipal créé le 1er janvier 2006, en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q. 2003 chapitre 14), de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c.E-20.001) ainsi que du décret numéro 1214-2005 du 7 décembre 2005 concernant l'Agglomération de Longueuil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne du partenariat auquel elle participe, soit :

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

- La Régie intermunicipale d'Assainissement des eaux usées de Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Basile-le-Grand à un taux de participation de 66,5 % (66,4 % en 2020);

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des passifs, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S.O.

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse.

Placements

Les placements à titre d'investissement sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

b) Actifs non financiers

Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au coût, établi selon la méthode du coût moyen pondéré. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Éléments incorporels

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures : 10 à 40 ans

Bâtiments : 20 à 40 ans

Véhicules : 10 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : 10 à 20 ans

Autres : 1 an

Les immobilisations en cours seront amorties dès leur mise en service.

Les terrains ne sont pas amortis.

L'amortissement des immobilisations est inclus aux charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur
Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne put être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente
Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme
Les frais reportés liés à la dette à long terme sont amortis sur la durée de l'émission selon la méthode de l'amortissement linéaire. La dette à long terme est présentée, nette de ces frais reportés, à l'état consolidé de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation
La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des constatations foncières et à des constatations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Revenus reportés
Les revenus reportés correspondent à des sommes encaissées pour lesquelles les charges ou les dépenses en immobilisations n'ont pas été effectuées et que les stipulations ne sont pas rencontrées.

Le revenu reporté - Parcs et terrains de jeux est constitué de sommes d'argent reçues en vue d'acquérir ou d'aménager des terrains à ces fins suite à une exemption accordée à un promoteur d'un développement domiciliaire de son obligation de céder gratuitement des terrains à la Ville à des fins de parcs, de terrains de jeux ou d'espaces naturels.

Le revenu reporté - Réfection et entretien de certaines voies publiques est constitué de sommes d'argent provenant de la perception des droits payables par l'exploitant de la carrière située sur le territoire de la Ville. Les sommes reçues sont affectées à la réfection ou à l'entretien de certaines voies publiques.

Passif au titre des sites contaminés
La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

E) Revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt du rôle de perception.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Le gain ou la perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM) auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées
En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2021 selon la méthode suivante : Valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé

immédiatement comme charge.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Avantages sociaux futurs :
  - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés : cet excédent n'est pas amorti.

- Entente relais Agglomération :
  - pour le montant à recevoir du gouvernement du Québec : au fur et à mesure de la facturation annuelle de la quote-part de l'Agglomération de Longueuil.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :
  - pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant les excédents de fonctionnement affectés et non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges, mais des éléments de conciliations à des fins fiscales.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Fonds réservés
Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages
suivants :

Le fonds réservé - Fonds de roulement est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

Au cours de l'exercice, le gouvernement du Québec a annoncé sa décision de modifier l'application de la norme comptable sur les paiements de transfert. Cette modification entraîne une comptabilisation plus rapide des subventions à recevoir du gouvernement du Québec dans les états financiers consolidés de la Ville. Ainsi, pour les transferts pluriannuels octroyés par les ministères et organismes budgétaires du gouvernement, il n'y a plus lieu que chaque tranche annuelle de transfert fasse l'objet d'un vote des crédits dans l'année en cause pour respecter les critères d'autorisation et permettre la constatation du revenu. Les états financiers consolidés des exercices antérieurs présentés aux fins de comparaison ont été retraités. La note complémentaire 23 présente l'incidence du redressement aux exercices antérieurs.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2021	2020
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	52 329 730	43 102 152
Découvert bancaire	2	( )	( )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	52 329 730	43 102 152
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9		
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	3 914 300	5 771 500

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. Débiteurs

		2021	2020
Taxes municipales	11	2 017 210	2 496 377
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	6 510 163	6 328 006
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	3 395 282	311 579
Organismes municipaux	15	1 029 237	1 184 734
Autres			
▪ Droits de mutation	16	7 191 795	2 097 710
▪ Autres	17	919 880	806 500
	18	21 063 567	13 224 906
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	3 782 936	4 172 906
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	3 782 936	4 172 906
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	310 626	317 737

Note

6. Prêts

		2021	2020
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note

7. Placements de portefeuille

		2021	2020
Placements à titre d'investissement	30	303 407	314 587
Autres placements	31		
	32	303 407	314 587
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements à titre d'investissement sont constitués de la quote-part de la Ville dans le Fonds de garantie de franchise collective d'assurance de l'Union des municipalités du Québec et de la Quote-part de la Ville dans le Fonds des municipalités pour la biodiversité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

8. Avantages sociaux futurs

		2021	2020
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	952 000	1 150 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(2 597 000)	(2 474 000)
	37	(1 645 000)	(1 324 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 114 000	1 130 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	150 000	112 000
Régimes à cotisations déterminées	40	543 863	461 137
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	69 182	87 990
	43	1 877 045	1 791 127

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2021	2020
Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45		
	46		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville dispose de facilités de crédit à demande auprès d'une institution bancaire pour un montant de 2 000 000 $ portant intérêts au taux de base (2.45 % au 31 décembre 2020 et 2021) moins 0.25 %. Au 31 décembre 2021, le solde de l'emprunt est inutilisé (solde inutilisé au 31 décembre 2020).

11. Créditeurs et charges à payer

		2021	2020
Fournisseurs	47	4 099 478	2 292 201
Salaires et avantages sociaux	48	2 549 458	2 407 297
Dépôts et retenues de garantie	49	3 673 563	2 682 339
Provision pour contestations d'évaluation	50	170 237	338 351
Autres			
▪ Gouv.Québec et ses entreprises	51	32 260	1 120
▪ Autres provisions	52	1 066 848	1 062 894
▪ Organismes municipaux	53	265 109	354 299
▪ Intérêts courus sur dette LT	54	499 853	503 081
▪ Gouv.Canada et ses entreprises	55		
	56	12 356 806	9 641 582

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

12. Revenus reportés

		2021	2020
Taxes perçues d'avance	57	205 472	150 702
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	686 110	761 278
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	60	462 136	685 208
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	67		
Accès entreprise Québec	68		
Autres			
▪ Loisirs et autres	69	531 868	359 141
▪ Paiements de transfert	70	475 856	
▪	71		
▪	72		
▪	73		
▪	74		
▪	75		
	76	2 361 442	1 956 329

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2021	2020
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	3,95	2022	2031	77	74 988 954	70 589 610
Obligations et billets en monnaies étrangères					78		
Gains (pertes) de change reportés					79		
					80		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					81		
Organismes municipaux					82		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					83		
Autres					84		
					85	74 988 954	70 589 610
Frais reportés liés à la dette à long terme					86	(719 060)	(697 054)
					87	74 269 894	69 892 556

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2021
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2022	88		7 690 744			7 690 744
2023	89		7 558 940			7 558 940
2024	90		7 537 138			7 537 138
2025	91		6 720 467			6 720 467
2026	92		6 480 665			6 480 665
2027 et plus	93		39 001 000			39 001 000
	94		74 988 954			74 988 954
Intérêts et frais accessoires	95			( )		( )
	96		74 988 954			74 988 954

Note

14. Autres passifs

		2021	2020
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	97		
Assainissement des sites contaminés	98		
Autres			
▪	99		
▪	100		
▪	101		
▪	102		
	103		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	104	20 478 636	1 228 146		21 706 782
Eaux usées	105	56 371 959	2 574 829		58 946 788
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	100 345 679	5 794 960	65 703	106 074 936
Autres					
▪ Autres infrastructures	107	18 474 776	2 750 051	2 338 601	18 886 226
▪	108				
Réseau d'électricité	109				
Bâtiments	110	30 655 685	270 414		30 926 099
Améliorations locatives	111				
Véhicules	112	7 455 331	798 960	244 690	8 009 601
Ameublement et équipement de bureau	113	4 791 024	401 521	8 583	5 183 962
Machinerie, outillage et équipement divers	114	8 029 109	446 520	14 131	8 461 498
Terrains	115	7 324 486	3 894		7 328 380
Autres	116	225 217	5		225 222
	117	254 151 902	14 269 300	2 671 708	265 749 494
Immobilisations en cours	118	1 473 252	(94 042)		1 379 210
	119	255 625 154	14 175 258	2 671 708	267 128 704
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	120	6 868 350	542 670		7 411 020
Eaux usées	121	26 510 769	1 478 875		27 989 644
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	122	37 978 731	3 565 216	65 703	41 478 244
Autres					
▪ Autres infrastructures	123	9 201 243	949 074	2 338 601	7 811 716
▪	124				
Réseau d'électricité	125				
Bâtiments	126	12 100 647	836 702		12 937 349
Améliorations locatives	127				
Véhicules	128	3 901 333	409 810	220 019	4 091 124
Ameublement et équipement de bureau	129	3 506 311	461 400	6 866	3 960 845
Machinerie, outillage et équipement divers	130	6 107 485	373 495	14 131	6 466 849
Autres	131	225 217	5		225 222
	132	106 400 086	8 617 247	2 645 320	112 372 013
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	149 225 068			154 756 691
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	134				
Amortissement cumulé	135	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	136				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

16. Propriétés destinées à la revente

		2021	2020
Immeubles de la réserve foncière	137		
Immeubles industriels municipaux	138	265 573	522 291
Autres	139	148 453	148 453
	140	414 026	670 744
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	141		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	142	414 026	670 744

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	143				
▪	144				
▪	145				
▪	146				
	147				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	148				
▪	149				
▪	150				
▪	151				
	152				
VALEUR COMPTABLE NETTE	153				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2021	2020
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	154	284 923	199 405
▪	155		
▪	156		
Autres			
▪	157		
▪	158		
	159	284 923	199 405

Note

19. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée par des contrats d'informatique, de déneigement, de fournitures de pierre, de collecte des matières recyclables, de collecte et traitement des matières organiques, de services professionnels, d'acquisition

d'équipements et d'autres obligations échéant jusqu'en 2027, à verser une somme totale de 16 206 076 $. Les versements des prochains exercices sont exigibles comme suit:

2022	10 790 105 $
2023	2 718 100 $
2024	1 458 827 $
2025	707 242 $
2026	345 482 $
2027	186 320 $
Total	16 206 076 $

20. Droits contractuels

La Ville a conclu un contrat de location de terrain échéant le 31 mai 2025 avec une option de renouvellement automatique de deux périodes de 5 ans. Le bail prévoit la perception de loyers mensuels de 1 500$ avec une clause d'indexation selon IPC. Le loyer mensuel révisée au 1e juin 2021 s'élève à 1 625 $.

La Ville a également conclu un acte d'emphytéose échéant le 31 août 2116, prévoyant la perception d'une rente calculée au taux préférentiel majoré de 3 % sur la valeur marchande du terrain. La rente est révisée au 1er janvier de chaque année. Pour l'année 2021, le revenu de rente s'élève à 305 200 $.

La Ville a signé des contrats de promesse d'achat pour la vente de terrains industriels. Le montant prévu pour les ventes de terrains est de 13 143 795 $.

Le Ville a versé des montants dans le fonds des municipalités pour la biodiversité. La contribution à recevoir des partenaires pour la réalisation de projets s'élève à 33 260 $.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2021	Solde des cautionnements 2020

La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville et d'autres villes fondatrices ont une entente avec Proanima.

Ces villes fondatrices se sont engagées à pourvoir au remboursement de la dette à long terme de Proanima. Une entente de financement a été signée pour un terme de 15 ans échéant le 31 décembre 2036. Au 31 décembre 2021, le montant devant être assumé par la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville est de 211 087 $.

Les villes fondatrices ont aussi une option d'achat prioritaire de l'immeuble en

cas de défaut de Proanima. Le prix d'achat de l'immeuble correspondra au solde de l'hypothèque réparti au prorata de la population des villes fondatrices.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville fait actuellement l'objet de réclamations de l'ordre de 338 892 $ à la suite de refoulements d'égout. Ces réclamations ont été transmises aux assureurs de la Ville. La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville conteste en justice le bien-fondé de ces réclamations pour lesquelles aucun montant n'est inscrit aux livres. Advenant un accueil favorable ou défavorable de certaines des réclamations, la franchise ou la réclamation non provisionnée serait imputée aux résultats de l'exercice en cours.

La Ville fait l'objet de demandes introductives d'instance provenant de promoteurs immobiliers et autres propriétaires qui contestent certains règlements d'urbanisme qui restreint le développement domiciliaire et est mise en cause comme défenderesse en garantie par une entreprise dont la promesse d'achat pour un terrain a été annulée. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été comptabilisée aux livres pour ces dossiers. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Les dossiers de griefs introduits durant la période de fusion avec la Ville de Longueuil (2002-2005) sont gérés par l'Agglomération de Longueuil. Il est impossible de déterminer les montants réclamés. La part de la Ville dans ces griefs représente 9,27 %, quote-part déterminée selon les dispositions de l'article 57 du décret 1214-2005 en proportion de la richesse foncière uniformisée de chacune des municipalités liées de l'Agglomération de Longueuil au 1er janvier 2006. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

La modification de méthode comptable sur les paiements de transferts, appliquée de façon rétroactive avec redressement des états financiers consolidés de l'exercice antérieur a eu pour effet de diminuer les revenus de transferts de 452 552 $, d'augmenter les débiteurs de 4 221 483 $ et d'augmenter l'excédent accumulé au 1er janvier 2020 de 4 674 035 $.

Au niveau de l'administration municipale, le redressement a eu pour effet diminuer les revenus de transferts de 373 069 $, de diminuer le remboursement de

la dette à long terme dans les éléments de conciliation à des fins fiscales à des fins de fonctionnement de 362 379 $, d'augmenter les débiteurs de 4 190 966 $, d'augmenter l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs de 4 142 389 $ et d'augmenter l'excédent de fonctionnement non affecté de 59 267 $.

Conformément aux nouvelles directives du *Manuel de présentation de l'information financière municipale*, le traitement comptable du Fonds des municipalités pour la biodiversité a été revu. Le solde des contributions versées par la Ville, pouvant lui être remis pour l'exécution des projets approuvés ou lui être remboursé à la fin de l'entente s'il n'est pas utilisé, constitue un placement de portefeuille. Auparavant, la Ville constatait ces contributions à titre de charge.

L'incidence de ce redressement a été d'augmenter les placements de portefeuille de 34 000 $, de réduire les charges de 8 500 $ et d'augmenter l'excédent accumulé au 1er janvier 2020 de 25 500 $.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par la Régie intermunicipale d'Assainissement des eaux usées de Saint-Bruno-de-Montarville et Saint-Basile-le-Grand, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021			
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	61 824 063	63 171 600	64 701 304			64 701 304
Compensations tenant lieu de taxes	2	788 871	809 800	788 559			788 559
Quotes-parts	3					720 127	(16 221)
Transferts	4	3 806 056	1 452 100	1 238 727		305	1 239 032
Services rendus	5	2 137 030	3 295 500	2 198 738		15 162	2 213 900
Imposition de droits	6	5 155 489	4 145 000	11 768 352			11 768 352
Amendes et pénalités	7	497 446	505 000	507 221			507 221
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	786 517	664 800	732 176		2 533	734 709
Autres revenus	10	1 089 536	14 300	1 715 906			1 715 906
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	76 085 008	74 058 100	83 650 983		738 127	83 652 762
Investissement							
Taxes	13			78 730			78 730
Quotes-parts	14						
Transferts	15	121 274		4 339 727			4 339 727
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	13 401		18 158			18 158
Autres	18	3 731		382 987			382 987
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	138 406		4 819 602			4 819 602
	22	76 223 414	74 058 100	88 470 585		738 127	88 472 364
Charges							
Administration générale	23	13 150 944	13 676 155	14 115 698	468 249		14 583 947
Sécurité publique	24	12 883 123	13 675 782	13 618 982	9 207		13 628 189
Transport	25	11 432 527	12 582 950	12 112 848	4 336 673		16 449 521
Hygiène du milieu	26	8 253 626	9 456 198	8 910 190	2 097 273	744 820	11 015 935
Santé et bien-être	27	54 085	70 600	69 802			69 802
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 786 052	1 999 097	2 455 096	24 664		2 479 760
Loisirs et culture	29	11 068 029	14 067 818	12 287 970	1 455 196		13 743 166
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 005 606	1 844 600	1 871 754		7 773	1 879 527
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	8 075 329		8 391 262	(8 391 262)		
	34	68 709 321	67 373 200	73 833 602		752 593	73 849 847
Excédent (déficit) de l'exercice	35	7 514 093	6 684 900	14 636 983		(14 466)	14 622 517

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 514 093	6 684 900	14 636 983	(14 466)	14 622 517
Moins : revenus d'investissement	2	(138 406)	( )	(4 819 602)	( )	(4 819 602)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	7 375 687	6 684 900	9 817 381	(14 466)	9 802 915
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	8 075 329		8 391 262	225 985	8 617 247
Produit de cession	5	4 402		49 979		49 979
(Gain) perte sur cession	6	3 618		(23 591)		(23 591)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	8 083 349		8 417 650	225 985	8 643 635
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			300 251		300 251
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			300 251		300 251
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	40 432	10 000	29 220		29 220
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	77 657	45 000	92 953		92 953
	15	118 089	55 000	122 173		122 173
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	191 681	268 700	211 292		211 292
Remboursement de la dette à long terme	17	(8 517 121)	(6 730 000)	(7 098 247)	(74 139)	(7 172 386)
	18	(8 325 440)	(6 461 300)	(6 886 955)	(74 139)	(6 961 094)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(996 322)	(98 000)	(603 508)	(70 106)	(673 614)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			200 000	102 986	302 986
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 692 856		3 017 144		3 017 144
Réserves financières et fonds réservés	22	(274 264)	(86 500)	510 385		510 385
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	132 882	(94 100)	120 991		120 991
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	3 555 152	(278 600)	3 245 012	32 880	3 277 892
	26	3 431 150	(6 684 900)	5 198 131	184 726	5 382 857
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	10 806 837		15 015 512	170 260	15 185 772

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	138 406	4 819 602		4 819 602
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(676 064)	(453 498)	( )	(453 498)
Sécurité publique	3	(646)	( )	( )	( )
Transport	4	(3 951 904)	(6 166 755)	( )	(6 166 755)
Hygiène du milieu	5	(2 006 466)	(4 226 873)	(85 297)	(4 312 170)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(8 451)	(106 289)	( )	(106 289)
Loisirs et culture	8	(1 534 804)	(3 136 546)	( )	(3 136 546)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(8 178 335)	(14 089 961)	(85 297)	(14 175 258)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	(235 860)	(43 533)	( )	(43 533)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	(28 027)	(110 993)	( )	(110 993)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	7 489 819	11 750 408		11 750 408
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	996 322	603 508	70 106	673 614
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		150 000		150 000
Excédent de fonctionnement affecté	17	716 000	775 000		775 000
Réserves financières et fonds réservés	18		2 657 162		2 657 162
	19	1 712 322	4 185 670	70 106	4 255 776
	20	759 919	1 691 591	(15 191)	1 676 400
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	898 325	6 511 193	(15 191)	6 496 002

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	42 527 621	51 691 881	637 849	52 329 730
Débiteurs (note 5)	2	13 157 590	21 027 220	36 347	21 063 567
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	314 587	303 407		303 407
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	55 999 798	73 022 508	674 196	73 696 704
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 613 855	12 317 451	39 355	12 356 806
Revenus reportés (note 12)	12	1 956 329	2 361 442		2 361 442
Dette à long terme (note 13)	13	69 396 946	73 878 940	390 954	74 269 894
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 324 000	1 645 000		1 645 000
Autres passifs (note 14)	15				
	16	82 291 130	90 202 833	430 309	90 633 142
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(26 291 332)	(17 180 325)	243 887	(16 936 438)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	145 010 840	150 683 151	4 073 540	154 756 691
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	670 744	414 026		414 026
Stocks de fournitures	20	514 375	540 085		540 085
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	192 972	277 645	7 278	284 923
	23	146 388 931	151 914 907	4 080 818	155 995 725
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	11 371 347	15 632 582	104 305	15 736 887
Excédent de fonctionnement affecté	25	14 316 888	20 660 679	462 414	21 123 093
Réserves financières et fonds réservés	26	4 421 478	2 850 190	75 400	2 925 590
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(1 476 406)	(1 617 667)	(390 954)	(2 008 621)
Financement des investissements en cours	28	10 247 176	15 430 453		15 430 453
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	81 217 116	81 778 345	4 073 540	85 851 885
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	120 097 599	134 734 582	4 324 705	139 059 287

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020 Redressé note 23
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	15 560 000	15 403 241	15 458 674	14 225 746
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	5 051 500	4 316 341	4 323 435	3 873 422
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	13 885 700	12 447 028	12 903 336	10 787 460
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 842 200	1 760 091	1 767 864	1 884 852
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	2 400	111 663	111 663	134 727
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	30 580 000	30 611 764	29 875 416	28 349 723
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17	284 400	268 424	268 424	215 820
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		8 391 262	8 617 247	8 297 559
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Autres	21	167 000	523 788	523 788	971 027
▪	22				
▪	23				
	24	67 373 200	73 833 602	73 849 847	68 740 336

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	15 736 887	11 474 178
Excédent de fonctionnement affecté	2	21 123 093	14 728 806
Réserves financières et fonds réservés	3	2 925 590	4 496 765
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(2 008 621)	(1 938 616)
Financement des investissements en cours	5	15 430 453	10 247 176
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	85 851 885	85 428 461
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	139 059 287	124 436 770
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	15 632 582	11 371 347
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	104 305	102 831
	11	15 736 887	11 474 178
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Élections et contest. judic.	12	900 000	215 800
▪ Politique arbre	13	478 900	250 000
▪ Déneigement, essence, asphalte	14	450 000	450 000
▪ Imprévus	15	1 195 022	811 000
▪ Équip. int. coll.&infra. mun.	16	14 472 506	9 695 047
▪ Fonds vert & achat de terrains	17	1 472 000	1 700 000
▪ Cession immeubles industriels	18	587 777	603 520
▪ Projets spéciaux & rel. économ	19	962 974	450 021
▪ Remboursement de la dette	20	141 500	141 500
	21	20 660 679	14 316 888
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Rempl.équip. majeurs¦bâtiments	22	246 289	245 918
▪ Boues	23	216 125	166 000
▪	24		
	25	462 414	411 918
	26	21 123 093	14 728 806

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 610 878	1 065 187
Organismes contrôlés et partenariats	38	75 400	75 287
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	1 212 312	3 329 291
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
▪ Fonds de stationnement	45	27 000	27 000
▪	46		
	47	2 925 590	4 496 765
	48	2 925 590	4 496 765

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	52	( )	( )
Autres	53	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	54	(1 550 000)	(1 427 000)
	55	(1 550 000)	(1 427 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	56	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	57	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58	( )	( )
Autres			
▪ Entente relais - Agglomération	59	((406 097))	((426 093))
▪	60	( )	( )
	61	(1 143 903)	(1 000 907)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	62	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	63	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	64	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	65	( )	( )
Autres			
▪	66	( )	( )
▪	67	( )	( )
	68	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	69	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	70	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	71	(1 192 825)	(1 172 553)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	72	( )	( )
Autres			
▪ Disposition de boues	73	(390 954)	(462 210)
▪	74	( )	( )
	75	(1 583 779)	(1 634 763)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	76	719 061	697 054
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	77		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	78		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	79		
Autres			
▪	80		
	81	719 061	697 054
	82	(2 008 621)	(1 938 616)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	83	21 537 544	11 450 223
Investissements à financer	84	(6 107 091)	(1 203 047)
	85	15 430 453	10 247 176
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	86	154 756 691	149 225 068
Propriétés destinées à la revente	87	414 026	670 744
Prêts	88		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	89	303 407	314 587
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	90		
	91	155 474 124	150 210 399
Ajustements aux éléments d'actif	92		
	93	155 474 124	150 210 399
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	94	(74 269 894)	(69 892 556)
Frais reportés liés à la dette à long terme	95	(719 060)	(697 054)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	96	3 782 936	4 172 906
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	97	1 583 779	1 634 766
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	98		
	99	(69 622 239)	(64 781 938)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	100	( )	( )
	101	(69 622 239)	(64 781 938)
	102	85 851 885	85 428 461

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble de ses salariés cadres, cols bleus et employés de piscine est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le nombre d'années de service et sur le minimum entre le salaire gagné indexé selon l'augmentation du salaire sans égard aux promotions et la moyenne des trois meilleures années de rémunération pour les cadres et les cols bleus et sur le salaire gagné à chaque année pour les employés de piscine. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2020.

Finalement, en vertu de la Loi RRSM, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	1 150 000	1 366 000
Charge de l'exercice	4	(1 114 000)	(1 130 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	916 000	914 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	952 000	1 150 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	40 527 000	36 599 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(41 091 000)	(37 753 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(564 000)	(1 154 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	1 516 000	2 304 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	952 000	1 150 000
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	952 000	1 150 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	40 527 000	36 599 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(41 091 000)	(37 753 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(564 000)	(1 154 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	2 019 000	1 523 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	2 019 000	1 523 000
Cotisations salariales des employés	21	(1 213 000)	(748 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	806 000	775 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	252 000	279 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 058 000	1 054 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	1 965 000	1 850 000
Rendement espéré des actifs	33	(1 909 000)	(1 774 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	56 000	76 000
Charge de l'exercice	35	1 114 000	1 130 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	3 483 000	2 242 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(1 909 000)	(1 774 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	1 574 000	468 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(1 038 000)	(125 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	1 684 000	1 511 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	41 663 000	37 847 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	2 508 000	929 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	12	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,16 %	5,18 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,18 %	5,17 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪ Tab. mort. CPM2014 CPM-B	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Ce régime comprend de l'assurance vie, de l'assurance soins de santé et de l'assurance soins dentaires. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2021.

		2021	2020
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(2 474 000)	(2 387 000)
Charge de l'exercice	56	(150 000)	(112 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	27 000	25 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(2 597 000)	(2 474 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(1 814 000)	(2 357 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(1 814 000)	(2 357 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	(783 000)	(117 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(2 597 000)	(2 474 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(2 597 000)	(2 474 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66	2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	(1 814 000)	(2 357 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	(1 814 000)	(2 357 000)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	138 000	117 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	138 000	117 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	138 000	117 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(39 000)	(61 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	99 000	56 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	51 000	56 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	51 000	56 000
Charge de l'exercice	87	150 000	112 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		(232 000)
Prestations versées au cours de l'exercice	92	27 000	25 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	11	11
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	2,60 %	2,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,12 %	3,12 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,25 %	6,83 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,75 %	4,95 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2040	2029
Autres hypothèses économiques			
▪ Blancs: CPM2014Publ CPM-B	104		
▪ Bleus: CPM2014 CPM-B	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	2

Description des régimes et autres renseignements

La Ville de Saint-Bruno-de-Montarville participe à un régime interemployeur administré par la Ville de Longueuil relativement à ses employés cols blancs. Ce régime est comptabilisé comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la dépense encourue au titre des avantages de retraite des employés concernés correspond aux seules cotisations devant être versées par la Ville à ce régime.

Par le décret 26-2017 du 25 janvier 2017, paru dans la Gazette officielle du 8 février 2017, le gouvernement a édicté le Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités (RPSMCM), établi par règlement pris en vertu de la *Loi sur les régimes de retraite des maires et des conseillers des municipalités (RRMCM)*. Depuis 1989, les élus municipaux ne cotisent plus et les municipalités ne contribuent plus au RRMCM, lequel avait été mis en place en 1975. Ce régime a été remplacé en 1989 par le régime de retraite des élus municipaux (RREM).

Le RPSMCM est administré par Retraite Québec. Il vise à pourvoir à la poursuite du paiement des prestations une fois la caisse de retraite du RRMCM épuisée, ce qui est survenu en date du 6 novembre 2017. En vertu du règlement établissant le RPSMCM, les 42 municipalités concernées deviennent dès lors responsables de pourvoir aux paiements des prestations du RPSMCM. L'annexe I du règlement établissant le RPSMCM détermine la part que chaque municipalité doit contribuer selon un pourcentage fixe. En début de chaque année, Retraite Québec facture les municipalités pour les contributions qu'elles doivent verser dans l'année.

Ce régime est un régime de retraite à prestations déterminées pour lequel il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Il constitue donc un régime interemployeur en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les municipalités participantes comptabilisent ce régime comme s'il était un régime à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ce régime de retraite correspond aux contributions qu'elle doit verser pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

Le déficit actuariel du RRMCM au 31 décembre 2020, d'après les états financiers du régime établis à cette date, est de 6 998 000 $. La part de ce déficit dont la Ville de Saint-Bruno-de Montarville est responsable est de 96 900 $.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	8 996	9 660
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	534 867	451 477
	112	543 863	461 137

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	

Description des régimes et autres renseignements

		2021	2020
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2021	2020
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9	9

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la *Loi sur le régime de retraite des élus municipaux* (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2021	2020
Cotisations des élus au RREM	120	10 623	16 085
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	35 801	54 207
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	33 381	33 783
	123	69 182	87 990

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2021	2021	2021	2020
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	52 822 800	54 156 905	54 156 905	51 556 471
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7		104	104	71
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	52 822 800	54 157 009	54 157 009	51 556 542
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	3 249 300	3 298 771	3 298 771	3 160 452
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	2 963 100	2 993 804	2 993 804	2 931 249
Matières résiduelles	15	2 607 900	2 622 513	2 622 513	2 588 542
Autres					
▪	16				
▪	17				
▪	18				
Centres d'urgence 9-1-1	19				
Service de la dette	20	1 528 500	1 629 207	1 629 207	1 587 278
Pouvoir général de taxation	21				
Activités de fonctionnement	22				
Activités d'investissement	23		78 730	78 730	
	24	10 348 800	10 623 025	10 623 025	10 267 521
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26				
	27				
	28	10 348 800	10 623 025	10 623 025	10 267 521
	29	63 171 600	64 780 034	64 780 034	61 824 063

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	30	18 000	18 008	18 008	17 664
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	31				
Taxes d'affaires	32				
Compensations pour les terres publiques	33	19 700	19 721	19 721	17 040
	34	37 700	37 729	37 729	34 704
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	35	109 700	111 974	111 974	112 864
Cégeps et universités	36				
Écoles primaires et secondaires	37	540 800	560 733	560 733	564 748
	38	650 500	672 707	672 707	677 612
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	39				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	40				
Taxes d'affaires	41				
	42				
	43	688 200	710 436	710 436	712 316
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	44	121 600	76 981	76 981	75 435
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	45		1 142	1 142	1 120
Taxes d'affaires	46				
	47	121 600	78 123	78 123	76 555
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	48				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	49				
	50				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	51				
Autres	52				
	53				
	54	809 800	788 559	788 559	788 871

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	55		19 502	19 502	16 333
Sécurité publique					
Police	56				
Sécurité incendie	57				
Sécurité civile	58				
Autres	59				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	60	47 200	21 905	21 905	20 494
Enlèvement de la neige	61				
Autres	62				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	63				
Transport adapté	64				
Transport scolaire	65				
Autres	66				
Transport aérien	67				
Transport par eau	68				
Autres	69				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	70				
Réseau de distribution de l'eau potable	71	160 100	59 355	59 355	60 110
Traitement des eaux usées	72			305	1 516
Réseaux d'égout	73	152 000	40 590	40 590	43 395
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	74	270 000	351 625	351 625	302 704
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	75				
Tri et conditionnement	76				
Autres	77				
Autres	78				
Cours d'eau	79				
Protection de l'environnement	80	52 500	3 097	3 097	12 105
Autres	81	11 600			28 364

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	82				
Sécurité du revenu	83				
Autres	84		27 391	27 391	33 850
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	85	80 500			
Rénovation urbaine	86		62 844	62 844	
Promotion et développement économique	87				
Autres	88		11 005	11 005	24 841
Loisirs et culture					
Activités récréatives	89	107 700	53 408	53 408	52 059
Activités culturelles					
Bibliothèques	90	77 300	110 147	110 147	95 835
Autres	91	31 500	14 957	14 957	5 127
Réseau d'électricité	92				
	93	990 400	775 826	776 131	696 733

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	94				
Sécurité publique					
Police	95				
Sécurité incendie	96				
Sécurité civile	97				
Autres	98				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	99		2 287 592	2 287 592	
Enlèvement de la neige	100				
Autres	101		8 885	8 885	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	102				
Transport adapté	103				
Transport scolaire	104				
Autres	105				
Transport aérien	106				
Transport par eau	107				
Autres	108				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	109				
Réseau de distribution de l'eau potable	110		677 805	677 805	
Traitement des eaux usées	111				
Réseaux d'égout	112		1 270 884	1 270 884	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	113				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	114				
Tri et conditionnement	115				
Autres	116				
Autres	117				
Cours d'eau	118				
Protection de l'environnement	119		5 785	5 785	
Autres	120				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2021	2021	2021	2020
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	121				
Sécurité du revenu	122				
Autres	123				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	124				
Rénovation urbaine	125				
Promotion et développement économique	126				
Autres	127		64 154	64 154	
Loisirs et culture					
Activités récréatives	128		24 622	24 622	121 274
Activités culturelles					
Bibliothèques	129				
Autres	130				
Réseau d'électricité	131				
	132		4 339 727	4 339 727	121 274

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2021**	**Réalisations 2020**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	133				
Péréquation	134				
Neutralité	135				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	136				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	137	250 000	251 162	251 162	270 550
Fonds de développement des territoires	138				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	139				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	140	211 700	211 739	211 739	222 617
Dotation spéciale de fonctionnement	141				
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	142				
Autres	143				2 646 036
	144	461 700	462 901	462 901	3 139 203
TOTAL DES TRANSFERTS	145	1 452 100	5 578 454	5 578 759	3 957 210

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		**2021**	**2021**	**2021**	**2020**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	146				
Évaluation	147				
Autres	148	25 000	54 935	54 935	28 625
	149	25 000	54 935	54 935	28 625
Sécurité publique					
Police	150				
Sécurité incendie	151				
Sécurité civile	152				
Autres	153				
	154				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	155	9 400	11 365	11 365	11 302
Enlèvement de la neige	156				
Autres	157	16 200	20 215	20 215	14 056
Transport collectif	158				
Autres	159				
	160	25 600	31 580	31 580	25 358
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	161	21 800	44 741	44 741	35 746
Réseau de distribution de l'eau potable	162	17 800	19 896	19 896	22 091
Traitement des eaux usées	163	4 200	6 330	6 330	5 672
Réseaux d'égout	164	6 400	9 646	9 646	9 523
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	165				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	166				
Tri et conditionnement	167				
Autres	168	638 600	545 487	545 487	592 794
Autres	169				
Cours d'eau	170				
Protection de l'environnement	171				
Autres	172			15 162	11 989
	173	688 800	626 100	641 262	677 815

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2021	2021	2021	2020
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	174				
Autres	175				
	176				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	177				
Rénovation urbaine	178				
Promotion et développement économique	179				
Autres	180				
	181				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	182				
Activités culturelles					
Bibliothèques	183				
Autres	184				
	185				
Réseau d'électricité	186				
	187	739 400	712 615	727 777	731 798

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	188				
Évaluation	189				
Autres	190	440 700	394 208	394 208	482 258
	191	440 700	394 208	394 208	482 258
Sécurité publique					
Police	192				
Sécurité incendie	193				
Sécurité civile	194				
Autres	195		20 032	20 032	2 359
	196		20 032	20 032	2 359
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	197	47 000	128 887	128 887	46 628
Enlèvement de la neige	198	29 400	43 287	43 287	52 687
Autres	199	7 100	1 508	1 508	11 787
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	200				
Transport adapté	201				
Transport scolaire	202				
Autres	203	400	66	66	29
Autres	204				
	205	83 900	173 748	173 748	111 131
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	206				
Réseau de distribution de l'eau potable	207	28 000	74 959	74 959	28 506
Traitement des eaux usées	208				
Réseaux d'égout	209				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	210				
Matières recyclables	211	4 000	4 261	4 261	8 088
Autres	212	800	425	425	
Cours d'eau	213				
Protection de l'environnement	214				
Autres	215				
	216	32 800	79 645	79 645	36 594

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		2021	2021	2021	2020
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	217				
Sécurité du revenu	218				
Autres	219				
	220				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	221	4 500	5 082	5 082	5 291
Rénovation urbaine	222				
Promotion et développement économique	223	33 000	45 900	45 900	25 206
Autres	224				
	225	37 500	50 982	50 982	30 497
Loisirs et culture					
Activités récréatives	226	1 596 800	689 606	689 606	660 289
Activités culturelles					
Bibliothèques	227	16 700	7 399	7 399	5 926
Autres	228	347 700	70 503	70 503	88 167
	229	1 961 200	767 508	767 508	754 382
Réseau d'électricité	230				
	231	2 556 100	1 486 123	1 486 123	1 417 221
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	3 295 500	2 198 738	2 213 900	2 149 019

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	233	245 200	312 297	312 297	336 101
Droits de mutation immobilière	234	3 400 000	10 956 262	10 956 262	4 322 246
Droits sur les carrières et sablières	235	499 800	499 793	499 793	497 142
Autres	236				
	237	4 145 000	11 768 352	11 768 352	5 155 489
AMENDES ET PÉNALITÉS	238	505 000	507 221	507 221	497 446
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	239				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	240	664 800	732 176	734 709	790 649
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241		23 591	23 591	(3 618)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243		1 271 924	1 271 924	1 049 276
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244				
Contributions des promoteurs	245		18 158	18 158	13 401
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246				
Contributions des organismes municipaux	247				
Autres contributions	248		21 144	21 144	19 617
Redevances réglementaires	249				
Autres	250	14 300	782 234	782 234	27 992
	251	14 300	2 117 051	2 117 051	1 106 668
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	252				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	683 337	596 995	5 567	602 562	602 562	622 060
Greffe et application de la loi	2	1 396 446	2 015 253		2 015 253	2 015 253	1 201 762
Gestion financière et administrative	3	8 660 743	8 695 251	462 682	9 157 933	9 157 933	9 034 202
Évaluation	4	612 900	612 907		612 907	612 907	564 132
Gestion du personnel	5	1 188 174	1 164 810		1 164 810	1 164 810	1 278 925
Autres							
▪ Autres	6	1 134 555	1 030 482		1 030 482	1 030 482	895 408
▪	7						
	8	13 676 155	14 115 698	468 249	14 583 947	14 583 947	13 596 489
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	9 640 600	9 640 573		9 640 573	9 640 573	9 107 426
Sécurité incendie	10	3 481 100	3 481 166		3 481 166	3 481 166	3 354 224
Sécurité civile	11	44 000	19 148	9 207	28 355	28 355	27 732
Autres	12	510 082	478 095		478 095	478 095	402 948
	13	13 675 782	13 618 982	9 207	13 628 189	13 628 189	12 892 330
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	2 431 441	2 153 588	3 883 230	6 036 818	6 036 818	5 839 360
Enlèvement de la neige	15	1 812 056	1 691 374	88 436	1 779 810	1 779 810	1 560 289
Éclairage des rues	16	565 653	521 426	302 604	824 030	824 030	789 231
Circulation et stationnement	17	200 100	173 649	61 903	235 552	235 552	181 385
Transport collectif							
Transport en commun	18	7 573 700	7 572 811	500	7 573 311	7 573 311	7 282 517
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	12 582 950	12 112 848	4 336 673	16 449 521	16 449 521	15 652 782

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 457 500	927 624		927 624	927 624	792 308
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 745 755	2 102 151	582 061	2 684 212	2 684 212	2 556 170
Traitement des eaux usées	25	721 000	736 348		736 348	744 820	647 760
Réseaux d'égout	26	1 524 265	1 379 275	1 326 366	2 705 641	2 705 641	2 382 721
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	345 666	317 696	3 259	320 955	320 955	417 123
Élimination	28	707 700	707 712		707 712	707 712	693 241
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	312 900	306 138	669	306 807	306 807	309 015
Tri et conditionnement	30	94 138	94 138		94 138	94 138	42 894
Matières organiques							
Collecte et transport	31	577 600	487 944	48 891	536 835	536 835	585 706
Traitement	32	212 378	212 378		212 378	212 378	229 967
Matériaux secs	33	1 162 882	1 002 233	13 506	1 015 739	1 015 739	1 085 058
Autres	34	32 023	32 023		32 023	32 023	35 785
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37	19 200	28 696	122 521	151 217	151 217	123 259
Protection de l'environnement	38	543 191	575 834		575 834	575 834	380 012
Autres	39						
	40	9 456 198	8 910 190	2 097 273	11 007 463	11 015 935	10 281 019
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	70 600	69 802		69 802	69 802	54 085
	44	70 600	69 802		69 802	69 802	54 085

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 767 497	1 760 261	14 445	1 774 706	1 774 706	1 536 567
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46		71 821		71 821	71 821	
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	153 300	252 822		252 822	252 822	215 835
Tourisme	49						
Autres	50	78 300	52 937	5 844	58 781	58 781	52 789
Autres	51		317 255	4 375	321 630	321 630	
	52	1 999 097	2 455 096	24 664	2 479 760	2 479 760	1 805 191
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 502 335	647 925	12 548	660 473	660 473	580 738
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 261 994	1 292 786	149 815	1 442 601	1 442 601	1 306 203
Piscines, plages et ports de plaisance	55	728 046	358 957	22 321	381 278	381 278	447 078
Parcs et terrains de jeux	56	6 016 379	6 071 428	1 034 501	7 105 929	7 105 929	6 374 104
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	268 497	274 634	8 010	282 644	282 644	139 452
Autres	59						
	60	9 777 251	8 645 730	1 227 195	9 872 925	9 872 925	8 847 575
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 172 670	1 672 158	186 179	1 858 337	1 858 337	1 688 310
Bibliothèques	62	2 083 005	1 970 082	41 822	2 011 904	2 011 904	1 877 134
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	34 892					25 842
	66	4 290 567	3 642 240	228 001	3 870 241	3 870 241	3 591 286
	67	14 067 818	12 287 970	1 455 196	13 743 166	13 743 166	12 438 861

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 687 600	1 609 181		1 609 181	1 616 954	1 728 610
Autres frais	70	154 600	150 910		150 910	150 910	156 242
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		107 000		107 000	107 000	132 000
Autres	72	2 400	4 663		4 663	4 663	2 727
	73	1 844 600	1 871 754		1 871 754	1 879 527	2 019 579
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75		8 391 262	(8 391 262)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 210 507	1 210 507	607 176
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		9 931	
Conduites d'égout	4	2 660 119	2 660 119	1 330 916
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	5 210 376	5 210 376	3 226 229
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	405 826	405 826	39 728
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	2 610 098	2 610 098	452 774
Autres infrastructures	11	95 557	100 961	28 886
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	115 223	130 445	197 282
Édifices communautaires et récréatifs	14	185 383	185 383	588 521
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	798 780	798 780	343 668
Ameublement et équipement de bureau	18	398 855	398 896	742 625
Machinerie, outillage et équipement divers	19	395 568	450 037	330 584
Terrains	20	3 669	3 894	295 976
Autres	21		5	
	22	14 089 961	14 175 258	8 184 365

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	591 730	591 730	607 067
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		9 931	
Conduites d'égout	26	1 100 502	1 100 502	1 328 914
Autres infrastructures	27	5 315 130	5 320 534	3 239 267
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	618 777	618 777	109
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 559 617	1 559 617	2 002
Autres infrastructures	32	3 006 727	3 006 727	508 350
Autres immobilisations corporelles	33	1 897 478	1 967 440	2 498 656
	34	14 089 961	14 175 258	8 184 365

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	745 021		15 744	729 277
Réserves financières et fonds réservés	3	3 329 290	1 134 634	3 251 612	1 212 312
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 990 550	1 462 392	2 073 428	8 379 514
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	53 351 843	13 278 974	5 745 902	60 884 915
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	66 416 704	15 876 000	11 086 686	71 206 018
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 172 906		389 970	3 782 936
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	4 172 906		389 970	3 782 936
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	4 172 906		389 970	3 782 936
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17	4 172 906		389 970	3 782 936
	18	70 589 610	15 876 000	11 476 656	74 988 954
Dette en cours de refinancement	19	( )		( )	
Reclassement / Redressement	20				
Dette à long terme	21	70 589 610	15 876 000	11 476 656	74 988 954

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	74 598 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	6 107 091
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 941 589
Débiteurs	9	3 782 936
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	19 288 608
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	55 691 958
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	408 590
Endettement net à long terme	16	56 100 548
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	247 333
Autres organismes	19	3 645 303
Endettement total net à long terme	20	59 993 184
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	27 612 305
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	406 096
	23	27 206 209
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	87 199 393
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2021	Réalisations 2020
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	467 200	467 159	467 159	370 100
Évaluation	2	612 900	612 907	612 907	564 132
Autres	3	5 874 600	5 889 691	5 889 691	5 504 884
Sécurité publique					
Police	4	9 640 600	9 640 573	9 640 573	9 107 426
Sécurité incendie	5	3 481 100	3 481 166	3 481 166	3 354 224
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	7 572 700	7 572 671	7 572 671	7 282 017
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 264 000	1 280 765	544 417	464 509
Matières résiduelles	12	1 404 100	1 404 063	1 404 063	1 392 509
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	112 500	112 499	112 499	143 104
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	138 300	138 304	138 304	133 116
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				21 954
Activités culturelles	23	12 000	11 966	11 966	11 748
Réseau d'électricité	24				
	25	30 580 000	30 611 764	29 875 416	28 349 723

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Rémunération	1	388 423	326 483
Charges sociales	2		
Biens et services	3	13 676 639	7 838 098
Frais de financement	4	24 899	13 754
Autres	5		
	6	14 089 961	8 178 335

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	38,00	35,00	69 710,00	4 209 941	1 138 468	5 348 409
Professionnels	2						
Cols blancs	3	116,00	33,25	204 410,00	6 298 764	1 703 121	8 001 885
Cols bleus	4	66,00	40,00	144 205,00	4 893 450	1 362 220	6 255 670
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	220,00		418 325,00	15 402 155	4 203 809	19 605 964
Élus	9	9,00			389 509	112 532	502 041
	10	229,00			15 791 664	4 316 341	20 108 005

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	59 355	207 114	470 691		737 160
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15	40 590	388 338	882 546		1 311 474
Autres	16	1 052 531	729 416	1 663 829	84 044	3 529 820
	17	1 152 476	1 324 868	3 017 066	84 044	5 578 454

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		2021	2020
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	168 121	197 492
	4	168 121	197 492
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 008 885	1 059 042
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	54 669	59 353
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 063 554	1 118 395
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	153 786	160 735
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	210 422	215 196
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23	49 932	49 348
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	414 140	425 279
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	32 265	44 662
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	32 265	44 662
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	192 055	217 325
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	1 619	2 453
	39	193 674	219 778
Réseau d'électricité	40		
	41	1 871 754	2 005 606

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Martin Murray	Maire	61 819	15 208	23 598	
Ludovic Grisé Farand	Maire	9 108	2 241	2 771	32
Louise Dion	Conseiller	23 577	11 789	200	100
Louise Dion	Maire suppléant	3 081	1 541		
Vincent Fortier	Conseiller	22 479	11 240	1 270	314
Caroline Cossette	Conseiller	20 606	10 303		
Mathieu Marcil	Conseiller	3 036	1 518		
Ludovic Grisé Farand	Conseiller	20 541	10 271		
Nancy Cormier	Conseiller	3 036	1 518		
Isabelle Bérubé	Conseiller	20 606	10 303	1 200	600
Louis Mercier	Conseiller	3 036	1 518	1 110	555
Marilou Alarie	Conseiller	20 606	10 303	13 267	5 256
Marilou Alarie	Maire suppléant	3 682	1 841		
Hélène Ringuet	Conseiller	3 036	1 518		
Jacques Bédard	Conseiller	20 606	10 303	257	129
Jérémy Dion Bernard	Conseiller	3 036	1 518		
Joël Boucher	Conseiller	19 443	9 722		
Marc-André Paquette	Conseiller	3 036	1 518		

Note

Allocations de départ versées:
Martin Murray: 29 337 $
Vincent Fortier: 3 732 $
Caroline Cossette: 3 623 $
Isabelle Bérubé: 7 794 $
Marilou Alarie: 12 983 $
Jacques Bédard: 7 339 $
Joël Boucher: 3 568 $

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	2 000 000 $	

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

		OUI	NON
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X	3
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021	4	751 863 $	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	X	6

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	9	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	10	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	11	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	12	$
Ligne 14 : Débiteurs	13	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	15	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	16	$
Ligne 20 : Revenus reportés	17	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

   a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 18 [X] 19 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 20 156 670 $

   b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 21 [X] 22 [ ]

   Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2021 — 23 3 950 368 $

   c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 24 [ ] 25 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 26 _____ $

   d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 27 [ ] 28 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 29 _____ $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 30 [ ] 31 [X]

   Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 32 [ ] 33 [ ]

   Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

   a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 34 [ ] 35 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 36 _____ $

   b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 37 [ ] 38 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2021 — 39 _____ $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 40 [ ] 41 [X]

   Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

   a) crédits de taxes — 42 _____ $

   b) autres formes d'aide — 43 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2021

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2021	44	_____ $
Facteur comparatif de 2021	45	_____
Valeur uniformisée	46	_____ $

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2021 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ — 47 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	48	_____ $
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été		
Systèmes de sécurité	49	$
Chaussées pavées - entretien préventif	50	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	51	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	52	$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	53	$
Systèmes de drainage	54	$
Abords de routes	55	_____ $
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	56	_____ $

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	57	_____ $
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	58	_____ $

c) Total des frais encourus admissibles — 59 _____ $

d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 59 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2021 (ligne 47), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 56 et 58), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2021 (ligne 47) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	60	_____
b) Date d'adoption de la résolution	61	_____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* — 62 [X] 63 [ ]

    Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

    a) Numéro de la résolution — 64 200324-6

    b) Date d'adoption de la résolution — 65 2020-03-24

12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

    Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

    a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) — 66 _____

    b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) — 67 _____

    Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

    c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) — 68 3

    d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8) — 69 2

    e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 9) — 70 _____

    f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne (art.10) — 71 _____

    g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice (art. 11) — 72 1

    h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 73 1 646

    i) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est de plus de 20 kg (art. 16) — 74 1 646

    j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) — 75 1

    k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? — 76 [ ] 77 [X]

13. Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et de ses entreprises au 31 décembre 2021

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	78	$
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	79	4 898 897 $
Ministère des Transports	80	$
Ministère de la Culture et des Communications	81	236 270 $
Autres ministères/organismes	82	1 372 674 $
	83	6 507 841 $

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel 1
Taux global de taxation réel 3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville,

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Bruno-de-Montarville (ci-après la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

· Nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

· Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

· Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]

Le 12 avril 2022
Brossard, Québec

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.[1]
[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique numéro A108263

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	64 780 034
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2		
Ajouter			
Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière		3	(168 114)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		4	
Déduire			
Taxes d'affaires		5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM		6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	21 161 655
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel		9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		10	43 450 265

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1er janvier 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	5 151 219 000
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2021 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	5 163 060 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	5 157 139 750

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2021 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,8425 / 100 $

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».						
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4			
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6			
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X		
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X		
Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12		13	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14		15		16	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	17		18		19	X
La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.						
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	20		21		22	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	23		24			
La question 9 s'applique aux municipalités locales seulement.						
9. La municipalité possède-t-elle sur son territoire une personne assujettie à l'article 222 LFM (personne autoconsommatrice d'électricité)?	25		26	X		

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2022

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	6
Questionnaire	8

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

TAXES		
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	55 417 700
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	55 417 700
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	3 340 500
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	3 029 700
Matières résiduelles	15	2 666 900
Autres		
▪	16	
▪	17	
▪	18	
Centres d'urgence 9-1-1	19	
Service de la dette	20	1 506 800
Pouvoir général de taxation	21	
Activités de fonctionnement	22	
Activités d'investissement	23	
	24	10 543 900
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	25	
Autres	26	
	27	
	28	10 543 900
	29	65 961 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	15 200
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	20 500
	5	35 700
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	128 400
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	614 200
	9	742 600
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	778 300
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	15	124 900
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	124 900
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	903 200

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable		Taux adopté		Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière										
Taxes générales										
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x		/100 $					
Taxe foncière générale (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	4 770 293 280	x	0,5170	/100 $	24 661 200				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	250 993 864	x	0,5212	/100 $	1 308 100				
Immeubles non résidentiels	4	936 844 540	x	2,4815	/100 $	23 247 600				
Immeubles industriels	5	181 208 900	x	2,3207	/100 $	4 205 200				
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	6		x		/100 $					
Autres	7	172 210 000	x	1,0340	/100 $	1 780 600				
Immeubles forestiers	8		x		/100 $					
Immeubles agricoles	9	41 601 400	x	0,5170	/100 $	215 000				
Total	10					55 417 700	( )	( )		55 417 700
Taxes spéciales										
Service de la dette (taux unique)	11		x		/100 $					
Service de la dette (taux variés)										
Résiduelle (résidentielle et autres)	12		x		/100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	13		x		/100 $					
Immeubles non résidentiels	14		x		/100 $					
Immeubles industriels	15		x		/100 $					
Terrains vagues desservis										
Immeubles non résidentiels	16		x		/100 $					
Autres	17		x		/100 $					
Immeubles forestiers	18		x		/100 $					
Immeubles agricoles	19		x		/100 $					
Total	20						( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	21		x /100 $					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	22		x /100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	23		x /100 $					
Immeubles non résidentiels	24		x /100 $					
Immeubles industriels	25		x /100 $					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	26		x /100 $					
Autres	27		x /100 $					
Immeubles forestiers	28		x /100 $					
Immeubles agricoles	29		x /100 $					
Total	30				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	31		x /100 $					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	32		x /100 $					
Immeubles de 6 logements ou plus	33		x /100 $					
Immeubles non résidentiels	34		x /100 $					
Immeubles industriels	35		x /100 $					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	36		x /100 $					
Autres	37		x /100 $					
Immeubles forestiers	38		x /100 $					
Immeubles agricoles	39		x /100 $					
Total	40				( )	( )		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	41		x %		( )	( )		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)		**Par unité de logement**
Eau	1	250,00 $
Égout	2	244,00 $
Eau et égout	3	$
Traitement des eaux usées	4	$
Matières résiduelles	5	230,00 $

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
Eau (N.R.)	122,0000	7 - autres (préciser)	Par local
Égout (N.R.)	600,0000	7 - autres (préciser)	Par local
Consommation d'eau (compteur)	4,1468	7 - autres (préciser)	Par 1 000 gallons
Piscine	48,0000	7 - autres (préciser)	Par piscine
Matières résiduelles (N.R.)	220,0000	7 - autres (préciser)	Par local
Matières résiduelles (9 unités et plus)	243,0000	7 - autres (préciser)	Par logement

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	23 247 600	4 205 200		1 780 600	1 308 100	215 000
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	843 200	196 000			914 700	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	24 090 800	4 401 200		1 780 600	2 222 800	215 000

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Immeubles forestiers	Résiduelle			Total
			Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière						
Générales	1		24 661 200			55 417 700
De secteur	2					
Autres	3					
Taxes sur une autre base						
Taxes, compensations et tarification						
Service de la dette	4				1 506 800	1 506 800
Autres	5		7 083 200			9 037 100
Taxes d'affaires						
Sur la valeur locative	6					
Autres	7					
	8		31 744 400		1 506 800	65 961 600

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		OUI		NON		S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, les mesures fiscales suivantes?						
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM						
▪ Pour la taxe foncière générale	1	X	2			
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3		4		5	X
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6		7		8	X
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9		10		11	X
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.						
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM						
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12		13		14	X
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15		16		17	X
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18		19		20	X
▪ Indiquer le total des valeurs imposables étalées, au dépôt du rôle de perception de :						
2021	21	_____ $				
2022	22	_____ $				
▪ Indiquer le total des valeurs imposables sans étalement, au dépôt du rôle de perception de :						
2021	23	_____ $				
2022	24	_____ $				
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	25		26	X		
3. La municipalité impose-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2022 :						
▪ une taxe d'affaires en vertu de l'article 232 LFM	27		28	X		
▪ une taxe en vertu de l'article 569.11 LCV ou 1094.11 CM	29		30	X		
4. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2022 pour des exploitations agricoles enregistrées?	31	X	32			
Si oui, indiquer le montant.	33	139 555 $				

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2022

5.	Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	34	$
6.	Date d'adoption du budget par le conseil	35	2021-12-07
7.	Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	36	71 139 700 $
8.	Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	37	7 615 000 $
9.	Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	38	1 875 600 $
10.	Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	39	$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Sarah Giguère, atteste que le rapport financier consolidé de Ville de Saint-Bruno-de-Montarville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2021, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 19 avril 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou greffier-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Saint-Bruno-de-Montarville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Saint-Bruno-de-Montarville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Saint-Bruno-de-Montarville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-04-06 21:30:39

Date de transmission au Ministère :

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2021

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Ville de Saint-Bruno-de-Montarville | 58037 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	76 085 008	74 058 100	83 650 983	738 127	83 652 762
Investissement	2	138 406		4 819 602		4 819 602
	3	76 223 414	74 058 100	88 470 585	738 127	88 472 364
Charges	4	68 709 321	67 373 200	73 833 602	752 593	73 849 847
Excédent (déficit) de l'exercice	5	7 514 093	6 684 900	14 636 983	(14 466)	14 622 517
Moins : revenus d'investissement	6	(138 406)	( )	(4 819 602)	( )	(4 819 602)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	7 375 687	6 684 900	9 817 381	(14 466)	9 802 915
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	8 075 329		8 391 262	225 985	8 617 247
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	191 681	268 700	211 292		211 292
Remboursement de la dette à long terme	10	(8 517 121)	(6 730 000)	(7 098 247)	(74 139)	(7 172 386)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(996 322)	(98 000)	(603 508)	(70 106)	(673 614)
Excédent (déficit) accumulé	12	4 551 474	(180 600)	3 848 520	102 986	3 951 506
Autres éléments de conciliation	13	126 109	55 000	448 812		448 812
	14	3 431 150	(6 684 900)	5 198 131	184 726	5 382 857
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	10 806 837		15 015 512	170 260	15 185 772

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2020	2021		2020
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	42 527 621	51 691 881	52 329 730	43 102 152
Débiteurs	2	13 157 590	21 027 220	21 063 567	13 224 906
Placements de portefeuille	3	314 587	303 407	303 407	314 587
Autres	4				
	5	55 999 798	73 022 508	73 696 704	56 641 645
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6				
Dette à long terme	7	69 396 946	73 878 940	74 269 894	69 892 556
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 324 000	1 645 000	1 645 000	1 324 000
Autres	9	11 570 184	14 678 893	14 718 248	11 597 911
	10	82 291 130	90 202 833	90 633 142	82 814 467
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(26 291 332)	(17 180 325)	(16 936 438)	(26 172 822)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	12	145 010 840	150 683 151	154 756 691	149 225 068
Autres	13	1 378 091	1 231 756	1 239 034	1 384 524
	14	146 388 931	151 914 907	155 995 725	150 609 592
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	11 371 347	15 632 582	15 736 887	11 474 178
Excédent de fonctionnement affecté	16	14 316 888	20 660 679	21 123 093	14 728 806
Réserves financières et fonds réservés	17	4 421 478	2 850 190	2 925 590	4 496 765
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	(1 476 406)	(1 617 667)	(2 008 621)	(1 938 616)
Financement des investissements en cours	19	10 247 176	15 430 453	15 430 453	10 247 176
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	81 217 116	81 778 345	85 851 885	85 428 461
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21				
	22	120 097 599	134 734 582	139 059 287	124 436 770

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Élections et contest. judic.	23	900 000	215 800
▪ Politique arbre	24	478 900	250 000
▪ Déneigement, essence, asphalte	25	450 000	450 000
▪ Imprévus	26	1 195 022	811 000
▪ Équip. int. coll.&infra. mun.	27	14 472 506	9 695 047
▪ Fonds vert & achat de terrains	28	1 472 000	1 700 000
▪ Cession immeubles industriels	29	587 777	603 520
▪ Projets spéciaux & rel. économ	30	962 974	450 021
▪ Remboursement de la dette	31	141 500	141 500
	32	20 660 679	14 316 888
Organismes contrôlés et partenariats[1]	33	462 414	411 918
	34	21 123 093	14 728 806
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 850 190	4 421 478
Organismes contrôlés et partenariats[1]	36	75 400	75 287
	37	24 048 683	19 225 571

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	55 691 958
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	87 199 393

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2021

		2021	2020
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	1 941 589	4 074 311
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	60 884 915	53 351 843
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 379 514	8 990 550
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 782 936	4 172 906
Autres	8		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	74 988 954	70 589 610

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Budget 2021	Réalisations 2021	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	61 824 063	63 171 600	64 701 304	64 701 304
Compensations tenant lieu de taxes	12	788 871	809 800	788 559	788 559
Quotes-parts	13				(16 221)
Transferts	14	3 806 056	1 452 100	1 238 727	1 239 032
Services rendus	15	2 137 030	3 295 500	2 198 738	2 213 900
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	5 652 935	4 650 000	12 275 573	12 275 573
Autres	17	1 876 053	679 100	2 448 082	2 450 615
	18	76 085 008	74 058 100	83 650 983	83 652 762
Investissement					
Taxes	19			78 730	78 730
Quotes-parts	20				
Transferts	21	121 274		4 339 727	4 339 727
Autres	22	17 132		401 145	401 145
	23	138 406		4 819 602	4 819 602
	24	76 223 414	74 058 100	88 470 585	88 472 364

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2021	Réalisations 2021			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2021	2020
Administration générale	1	13 676 155	14 115 698	468 249	14 583 947	14 583 947	13 596 489
Sécurité publique							
Police	2	9 640 600	9 640 573		9 640 573	9 640 573	9 107 426
Sécurité incendie	3	3 481 100	3 481 166		3 481 166	3 481 166	3 354 224
Autres	4	554 082	497 243	9 207	506 450	506 450	430 680
Transport							
Réseau routier	5	5 009 250	4 540 037	4 336 173	8 876 210	8 876 210	8 370 265
Transport collectif	6	7 573 700	7 572 811	500	7 573 311	7 573 311	7 282 517
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	5 448 520	5 145 398	1 908 427	7 053 825	7 062 297	6 378 959
Matières résiduelles	9	3 445 287	3 160 262	66 325	3 226 587	3 226 587	3 398 789
Autres	10	562 391	604 530	122 521	727 051	727 051	503 271
Santé et bien-être	11	70 600	69 802		69 802	69 802	54 085
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 767 497	1 760 261	14 445	1 774 706	1 774 706	1 536 567
Promotion et développement économique	13	231 600	305 759	5 844	311 603	311 603	268 624
Autres	14		389 076	4 375	393 451	393 451	
Loisirs et culture	15	14 067 818	12 287 970	1 455 196	13 743 166	13 743 166	12 438 861
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 844 600	1 871 754		1 871 754	1 879 527	2 019 579
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	67 373 200	65 442 340	8 391 262	73 833 602	73 849 847	68 740 336
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		8 391 262	(8 391 262)			
	21	67 373 200	73 833 602		73 833 602	73 849 847	68 740 336

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2021

		Réalisations 2020	Réalisations 2021		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	138 406	4 819 602		4 819 602
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(8 178 335)	(14 089 961)	(85 297)	(14 175 258)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	(263 887)	(154 526)	( )	(154 526)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	7 489 819	11 750 408		11 750 408
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	996 322	603 508	70 106	673 614
Excédent accumulé	6	716 000	3 582 162		3 582 162
	7	759 919	1 691 591	(15 191)	1 676 400
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	898 325	6 511 193	(15 191)	6 496 002

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14